

L'Inspo

NOVEMBRE 2024



Zoom sur3 | *EU Careers & Taulérance***Sciences Po Bordeaux**

4-5 | Qui se cache derrière la plateforme Moodle ?

6 | La CVA et la CVEC

7 | À Bordeaux, des fafs en veux-tu, en voilà !

Politique internationale

8-9 | Rideau rouge sur la démocratie, le regard des Californiens

10 | Georgie : le peuple face à la menace autocratique

Tribune

11 | Attention ! Je crois que vous marchez sur notre État de droit !

Société

12-13 | L'hôpital Pellegrin : miroir d'une santé publique défaillante

14-15 | ASE : le secteur de l'enfance peu protégée

Débat

16 | La réforme des Masters

Culture

17 | Gilles Perret : "redonner de la dignité et de la force aux gens"

18-19 | La virilité & le retour de Gladiator

J'ai testé

20 | Où bosser à Bordeaux ?

Portrait

21 | Sénateur Gilbert Bouchet

Page Blanche

22 | COP ou pas COP ? La jeunesse au chevet de la biodiversité

Divertissement

23 | Horoscope

24 | Quiz film de Noël

L'édito

À la veille du mois de décembre, *L'InsPo* revient avec ses immuables 24 pages. Une bénédiction pour tous ceux qui ne veulent pas investir dans un calendrier Kinder. Sans avoir à déboursier un centime, vous allez pouvoir savourer ce numéro tous les jours, et jusqu'au réveillon.

Pour ouvrir la première case de ce calendrier de l'avent un peu spécial, et juste avant de retrouver nos fameux "Zoom sur", c'est à nouveau Timothée qui vous en met plein la vue avec sa couverture aux multiples devinettes.

La période des partiels arrivant à grands pas, Moodle surchauffe, et notre série phare vous dévoile qui se cache derrière ... Et pour ne pas vous laisser seuls face à ces révisions, le journal se transforme en guide pratique et lance le débat de la réforme des Masters.

Mais quittons un peu les murs de l'IEP, pour un regard à l'international ... Peu réjouissant, on vous l'accorde. De la COP16 aux élections américaines et géorgiennes, l'extrême droite est omniprésente ... et la Gironde ne fait pas exception. Pour mieux comprendre cette dynamique, le journal revient sur les processus de banalisation de l'extrême droite.

Budgétiser, voilà un thème sur lequel notre rédaction s'est penchée ce mois-ci et le PLF 2025 n'y est pas pour rien. Si nous abordons avec légèreté les CVA et CVEC, c'est avec plus de gravité que nous écrivons sur les conséquences sociales des coupes budgétaires à l'hôpital comme en matière de protection de l'enfance. Il est temps que des débats cruciaux, comme celui sur la fin de vie, ne sombrent plus dans l'oubli.

Toujours aussi cinéphile, *L'InsPo* vous propose grâce au Jean Eustache, une interview exclusive de G. Perret, co-réalisateur d'*Au boulot !*, avec F. Ruffin. Avant de revenir avec un retour analytique sur le virilisme de *Gladiator II*.

Les dernières pages, avec nos traditionnels, l'horoscope et le quiz, vous invitent à profiter pleinement de la magie des fêtes de fin d'année. Comme toujours, *L'InsPo* vous accueillera pour le retour des vacances avec un numéro INÉDIT en guise de cadeau.

Toute la rédaction est très fière de ce numéro et vous souhaite un calendrier de l'avent plein de surprises !

Clara Lenôtre & Andréa Lalonnier

Zoom sur...

EU Careers

Que faisiez-vous le mardi 12 novembre dernier ? Les plus europhiles d'entre vous se sont peut-être rendus à la présentation d'EU Careers. Pour les autres, revenons ensemble sur le rôle d'EU Ambassador.

Chaque année, Sciences Po Bordeaux nomme un ambassadeur EU Careers, et cette année, c'est Fanny Gelin, étudiante en 4A ! Après une formation à Bruxelles avec d'autres ambassadeurs venus de toute l'Europe, elle devient à son tour interlocutrice entre les étudiants et les institutions européennes. Son rôle : informer sur les opportu-

nités professionnelles au sein de l'Union Européenne.

Fanny mène d'abord un travail sur les réseaux sociaux. Pour elle, c'est le meilleur moyen pour toucher le plus de gens possible, passionnés d'Europe ou non. Sur son compte (@scpobx_eu-careers), elle partage des publications thématiques sur l'UE.

Ce que Fanny apprécie dans son rôle, c'est la grande liberté dont elle dispose quant au format et au contenu. Cette autonomie lui permet de s'adapter aux besoins et demandes de chacun. Elle propose des entretiens en personne ou bien en visio, ou peut aussi répondre à toutes vos questions par mail (epso.scpobx@gmail.com) ou sur Instagram.



Depuis le début de son mandat, Fanny déborde d'idées. L'an dernier, un webinar organisé avec des intervenants de l'UE avait bien marché. Cette année, elle envisage donc d'en organiser un nouveau, et pourquoi pas en invitant des membres de la Commission Européenne...

Alice Fay

Taulérance

Ce n'est pas un hasard si cette association au nom polysémique vous fait douter sur vos connaissances en orthographe. Créée en 2019 dans le cadre du Master Carrière Administrative, Taulérance est née d'un projet de rencontres entre détenus et étudiants ... d'où son titre à double sens ! Malgré un nom engagé, l'association n'a pas vocation à être militante. Son mot d'ordre est avant tout la visée informative. Son objectif principal : briser les stéréotypes sur le système carcéral et les détenus en général.

Au fil des années, Taulérance a su élargir son audience bien au-delà de Sciences Po Bordeaux, en intégrant des membres issus de la faculté de droit et en sensibilisant un public extérieur. En abordant un sujet rarement traité dans nos sociétés, elle occupe une place unique dans le paysage associatif bordelais. Forte de six ans d'existence, Taulérance a d'ores et déjà organisé de nombreux projets qui ont influencé plusieurs promotions d'étudiants.

Soutenue par des professionnels engagés et de nombreuses associations, sa force réside dans la richesse de son réseau. Encore aujourd'hui, elle reste dynamique et projette de poursuivre ses actions tout en préservant la

continuité de ses projets passés.

Alors que vous soyez simplement curieux ou désireux d'agir, on vous invite à aller découvrir leur travail. La porte est grande ouverte et chacun des membres de l'équipe sera ravi de vous accueillir au sein de ce projet inspirant !

Basile Mariani





Qui se cache derrière la plateforme Moodle ?

La plateforme Moodle est désormais incontournable dans notre vie d'étudiant, mais qui est derrière son développement et son évolution ? C'est un lundi après-midi à 14h30 que nous sommes parties à la rencontre de Florie Brangé, ingénieure pédagogique au sein de l'IEP.

Des prémices au Moodle 4.0

Le numérique, c'est son domaine. Depuis 2011, Florie accompagne enseignants et étudiants face aux évolutions des outils numériques, tout en restant fidèle à sa vocation première : l'enseignement. Elle se lance d'abord dans une licence "Sciences du langage" avec pour objectif de devenir professeure des écoles et poursuit jusqu'au Master. En 2009, elle a un déclic : un de ses professeurs lui parle de la révolution qu'Internet est en train de créer, évoquant un "cyberespace où l'on pourra former des gens à distance."

Arrivée en 2013 au sein de l'établissement, cela fait déjà 4 ans que Moodle est installé. L'IEP est l'un des premiers établissements à le mettre en place en Nouvelle Aquitaine. Pour créer un Moodle, il suffit de trois minutes et d'un bout de serveur pour le

poser quelque part : "Mais le plus dur, c'est de le faire vivre. Et quand il y a des centaines de cours et des milliers d'utilisateurs, ça peut devenir difficile" explique Florie.

Le choix de Moodle n'est pas anodin : inspiré des modèles anglo-saxons, ce logiciel est largement utilisé à l'international. Pour nos étudiants internationaux, retrouver une interface familière est un vrai atout, même si chaque Moodle a sa propre configuration et identité graphique. Mais l'utilisation de ce logiciel s'est largement accéléré après 2020 : "il y a eu une vraie explosion à la sortie du Covid-19."

"J'ai dû faire des vidéos aux professeurs pour leur montrer comment contourner Moodle."

Moodle en crise ?

Impossible de se connecter à Moodle, votre ordinateur affiche "site en maintenance" ? Cette situation vous est peut-être familière. Mais que se cache-t-il derrière ? Bug ou simple mise à jour ? "Il y a 95 % de chances que ce soit une montée en version et seulement 5 % que ce soit un bug", explique Florie. Une montée en version signifie que l'on passe à la version supérieure du logiciel. Actuellement, on utilise Moodle 4; en 2023, c'était Moodle 3, et ainsi de suite.

Si les bugs sont rares, des crises peuvent survenir. Dans ces moments, la réactivité est de mise et l'équipe de Sciences Po Bordeaux travaille de près avec la DSIN (Direction des Systèmes d'Information et du Numérique) pour résoudre rapidement le problème. La plus grande crise a eu lieu durant la Covid-19, lorsque la plateforme a dû s'ar-

rêter à cause de serveurs saturés. “J’ai dû faire des vidéos aux professeurs pour leur montrer comment contourner Moodle. Ça m’a crevé le cœur de leur expliquer comment hacker mon travail”, témoigne Florie.

Après huit années à travailler seule, elle nous confie : “C’est fabuleux, j’aime collaborer car il y a plusieurs idées qui fusent. On voit tous les points et problèmes posés.” Elle reconnaît que pour apporter des solutions efficaces et durables, il est crucial de travailler ensemble, de partager des idées et de trouver des réponses communes aux défis rencontrés. Désormais, ils sont quatre dans le bureau B223.

Inspirés par les méthodes des startups pour maximiser l’efficacité et éviter les doublons, ils ont mis en place un système de ‘SuperWoman’ et ‘SuperMan’, où chaque semaine, une personne coordonne et “va sauver les autres.”

Innover pour Connecter

Florie a remarqué qu’il y a “des écarts entre les étudiants mais aussi entre les enseignants” : tout le monde n’est pas égalitaire face aux outils numériques. En tant qu’ingénieure pédagogique, elle est aussi là pour aider les professeurs à rendre leurs enseignements plus interactifs et accessibles. Elle nous rappelle que tout le monde est “légitime de parler du numérique” avant d’ajouter : “Il n’y a pas de jugement, et surtout pas de questions stupides alors en cas de besoin, la porte du bureau est toujours ouverte.”

Aussi, Florie qui veille à ce que Moodle soit une plateforme non seulement fonctionnelle mais aussi humaine, veut : “que ce soit vraiment l’extension de la classe.” Pour elle, la plateforme est un véritable point de connexion entre les deux mondes : celui des enseignants, experts dans leur domaine, et celui des étudiants, bénéficiaires de ces enseignements. “L’apprentissage se faisant en majorité hors de la classe”, Moodle se veut être une aide au quotidien.

“Je suis obligée de m’adapter sans cesse car le numérique n’attendra pas”

Une plateforme pédagogique pensée pour mais aussi par les étudiants

Florie sait que la technologie est en constante évolution. “Je suis obligée de m’adapter sans cesse car le numérique n’attendra pas”, affirme-t-elle. Elle insiste aussi sur le fait que les étudiants sont les mieux placés pour exprimer ce qui fonctionne et ce qui doit être amélioré. Après la période de la Covid-19, l’IEP a pris l’initiative de mettre en place des focus groups pour comprendre en profondeur les attentes des étudiants et optimiser l’outil. “On savait qu’une nouvelle version allait arriver, alors on en a profité”, explique Florie. Grâce à ces retours, l’équipe a élaboré des gabarits pour simplifier l’interface. En regroupant des sections telles que l’accueil, la méthodologie et les semestres, la navigation est devenue plus fluide et intuitive.

Derrière la plateforme Moodle se cachent des professionnels dévoués qui, chaque jour, innove, surmontent des défis techniques et s’adaptent pour nous offrir, à nous, étudiants et enseignants, un environnement d’apprentissage optimal. Alors un grand merci à vous, qui participez au bon fonctionnement de notre établissement et de nos enseignements.

**Anaé Balista
& Andréa Lalonnier**



Florie Brangé, ingénieure pédagogique.
Crédit : L’InsPo

Les grosses commissions ... la CVA et la CVEC

Les assos avaient jusqu'au 17 octobre pour envoyer leurs dossiers de subvention CVA (Commission de la Vie Associative) et CVEC (que tu payes chaque année). Une commission durant laquelle elles demandent des subventions pour réaliser et rendre plus abordables des événements.

Les associations doivent, à travers un formulaire, présenter leur projet, leur démarche DDRS (Développement Durable & Responsabilité Sociétale), ET SURTOUT leur bilan financier du projet parfaitement à l'équilibre. Les projets doivent fournir statuts, devis ... et s'ancrer dans un des axes de la CVEC comme la culture ou le sport. La CVA, financée par l'IEP, a une marge de critères un peu plus large mais reste similaire.

Christophe Prévot et des élus étudiants : *la Nouvelle Voie (LNV)* avec une unique voix et *l'UNEF* qui a raflé 8/9 sièges, assistent aux commissions. D'autres personnes y sont conviées mais viennent rarement.



Présentation en CVEC de l'initiation au sabre laser de Culture Impop. Crédit : L'InsPo

Donc concrètement, qu'est-ce qui fait craquer un élu de l'UNEF ?

Dans l'idéal, il faut que : le projet touche beaucoup d'étudiants, que la subvention ne prenne pas une part trop importante du budget total, varier ses sources de financement, être sérieux dans ses dépenses et réaliste dans ses recettes.

"Bien sûr cet événement touchera un MAXIMUM d'étudiants et même hors de l'IEP"

Pour démontrer tout cela le jour du passage en CVA et/ou CVEC, les président·e·s d'associations et les chef·fe·s stressent (pas tous·tes). Ils ont avec eux des diapos à la Direction Artistique soignée, leur meilleur ami, le camembert de budget, de beaux sourires et surtout des éléments de langage soignés : "Bien sûr cet événement touchera un MAXIMUM d'étudiants et même hors de l'IEP", "le [insérer activité de l'asso] est trop peu représenté", "démocratisation", "écologique" et "accessible".

Les délibérations

L'objectif est le consensus dans une ambiance de collaboration entre les élus selon *LNV* et *l'UNEF*. Le sujet de dissension principal a été la subvention pour le week-end ski (WES). La *LNV* se dédouane de la coupe de 1966,26€ (sur une demande de 2998,80€) et l'a fait savoir avant que *l'UNEF* ne l'annonce. *L'UNEF* a rappelé les restrictions de l'enveloppe de la CVA (17 134,30€ de demande de subventions demandées pour 10 320,04€ de budget CVA), et argumente que le ratio d'élèves touchés pour le montant dépensé n'est pas satisfaisant et que le prix reste peu accessible dans l'absolu. Le syndicat a aussi regretté de ne pas avoir le détail des coûts du fait du passage par une agence. Henri, coprésident de l'AS défend la charge de travail énorme qu'est l'organisation même avec une agence, et que ce serait quasi impossible sans celle-ci. Néanmoins, l'AS va tenter de faire des efforts sur la transparence des dépenses. En attendant, elle a dû augmenter le tarif du WES.

Zoé Alcaide

À Bordeaux, des fafs en veux-tu, en voilà !

Le 5 novembre dernier, le média indépendant *StreetPress* publiait, après plus d'un an d'enquête, *CartoFaf* : une cartographie des groupes radicaux de l'extrême droite extraparlamentaire en France. Si Bordeaux mérite son surnom de "Belle Endormie", l'extrême droite radicale y est, quant à elle, bien réveillée. Zoom sur la Bastide Bordelaise, le groupuscule fasciste et néo-nazi le plus actif et violent de Gironde.

Alors que beaucoup s'inquiétaient de l'arrivée de l'extrême droite au pouvoir en juin 2024, le Bordelais Alaric D. était interpellé à Rome après l'attaque d'un bar antifasciste, selon les informations recueillies par *Street Press*. Ce dernier serait l'un des cadres de la Bastide Bordelaise (BB), groupuscule héritier de Bordeaux Nationaliste dissout en 2023 pour son "idéologie xénophobe [et ses appels] à la haine et à la violence".

Attaques racistes, lgbtphobes et sexistes

Si Alaric D. en est l'un des cadres, la BB est avant tout incarné par

Yanis Iva, son fondateur. Dans le journal *20 Minutes*, il affirme que "le fascisme est une belle chose" et se décrit lui-même comme "italien fasciste". En 2023, il faisait face à la justice pour les violences survenues dans le quartier Saint-Michel : saluts nazis, cris de singes, slogans racistes, outrages sexistes [NDLR: "va sucer des bites de nègres et d'arabes »], ainsi qu'une bagarre.

Rue89 Bordeaux raconte que lors de son procès, interrogé par le Président sur ses saluts nazis, il répond : "Ce n'est pas parce que les nazis l'ont utilisé que ça lui enlève son sens romain, c'est un simple signe,

c'était Charlie Chaplin incarnant *Le Dictateur*...

Prison ferme, mais candidat aux législatives

Le tribunal correctionnel a condamné Yanis Iva à 2 ans de prison dont 1 an avec sursis pour des faits de violence aggravés par une agression en réunion à caractère discriminatoire, outrages sexistes et détention et usage d'armes. Il a également été reconnu coupable de la dégradation d'un passage piéton arc-en-ciel dans l'affaire des violences en marge de la marche des fiertés en 2022.

Pour autant, ces condamnations ne l'ont pas empêché d'être candidat aux élections législatives de 2024 dans la deuxième circonscription de Gironde. Les habitants ont pu découvrir dans leurs boîtes aux lettres la profession de foi de la BB, arborant croix celtiques et son slogan : "Donnons une bonne droite à la gauche." Le sens y est ici figuré, mais certains de ses militants seraient impliqués dans l'attaque de la conférence des députés LFI Louis Boyard et Carlos Martens Bilongo, à Bordeaux Montaigne en 2022 selon *Street Press*.

Garance Forasté

**DONNONS UNE BONNE DROITE
À LA GAUCHE !**

après, on l'interprète comme on veut." Difficile de les interpréter autrement que comme... des saluts nazis. Quant aux autocollants et affiches avec des émojis d'Hitler trouvés à son domicile, il a expliqué que "ce n'était pas marqué dessus", en effet, on aurait pu croire que



Rideau rouge sur la démocratie, le regard des Californiens

Dans la nuit du 5 au 6 novembre, il aura suffi de quelques heures pour que la plus grande démocratie au monde bascule vers un avenir incertain. Conséquences du décalage horaire, la Californie, État historiquement démocrate, a observé avec impuissance cette vague rouge se diriger vers elle. Retour sur les conséquences d'une élection anxieuse, au travers du témoignage de trois étudiants californiens.

Ce 6 novembre, au lendemain des élections présidentielles états-unienues, le soleil semble ne pas s'être levé sur la Golden Coast. Pour une grande partie des jeunes qui étudient au sein de l'université de Santa Barbara, à 150 kilomètres au nord de Los Angeles, "le jour d'après" à la saveur d'une gueule de bois. Dans ce bastion progressiste, ses habitants demeurent partagés par l'issue de ce scrutin.

Juste avant les résultats, on annonçait encore que cette élection serait l'une des plus serrées de l'Histoire. Il aura suffi de quelques heures pour que les États-Unis basculent en rouge. Écarlate. Pour la première fois, un candidat condamné par la justice accède aux pleins pouvoirs en remportant toutes les chambres. Une position de droit divin pour un président mégalo-mane qui met en péril les droits des personnes sans papiers ou immigrées : "En tant qu'étudiant international, il est indéniable que nous serons confrontés à des restrictions directes en matière de visas. En 2016, plusieurs de mes amis ont dû quitter les

États-Unis", s'inquiète Ren, un étudiant d'origine chinoise.

L'économie l'emporte sur les droits fondamentaux

Cet autre étudiant démocrate estime que ces concitoyens ont préféré privilégier "le prix de l'essence ou des burgers plutôt que défendre les droits des femmes." Le retour de Trump incarne la victoire de l'Amérique blanche, celle des WASP (pour White Anglo-Saxon Protestant), et légitime leur rhétorique de la haine. À l'université d'État du Texas "certaines personnes ne se cachent plus pour afficher des slogans d'extrême droite réactionnaires", s'indigne un étudiant.

Surprenant ? Pas tant que ça pour un pays qui reste intiment plus conservateur que la plupart des démocraties occidentales. La mythification de Trump et le phénomène MAGA ont vampirisé l'espace médiatique. Si Kamala séduit les jeunes progressistes, ces derniers soulignent néanmoins un point important. La candidate ne possédait pas les arguments nécessaires afin de rassembler

un peuple priorisant avant tout la situation économique...

Une société polarisée ?

Comme le rappellent ces étudiants, pour mieux comprendre les États-Unis, il faut dépasser le prisme bipartisan : "De nombreux Chinois trouvent en réalité la vie dans les États républicains plus agréable, car ils refusent le communautarisme. Ils se sentent mieux accueillis et veulent être considérés d'égal à égal", ajoute Ren.

Des arguments qui pourraient expliquer le choix chez certains hommes latinos de voter en faveur de Trump. Non pas sans diviser davantage la société américaine "Nous nous sentons trahies !", assène cette étudiante hispanique.

"J'ai été choqué par le fait qu'ils ne votent pas pour des motifs économiques mais par pur conservatisme"

La ségrégation entre ces deux Amériques reste prégnante. "Les démocrates ont tenté de faire passer le sort de la nation avant



Illustration : Thimothée Thieulin.

la logique des partis”, abonde un étudiant. Malgré tout, l’identification partisane demeure pour les Américains un moyen de se définir : “Je connais des Américains très religieux qui fréquentent des étudiants internationaux tous les jours”, s’épanche Ren, “Même s’ils ne l’aiment pas, ils ont voté pour Trump. J’ai été choqué par le fait qu’ils ne votent pas pour des motifs économiques, mais par pur conservatisme.”

Des promesses politiques qui inquiètent

Au-delà de la surprise des électeurs démocrates, le retour de Trump pourrait avoir d’inquiétantes conséquences. Les droits des femmes étant déjà menacés, le prochain président pourrait interdire le droit à l’avortement dans tout le pays, et limiter l’accès à la contraception et à la PMA.

Sur la question de l’éducation,

il souhaite interdire les cours sur le genre et le racisme, vus comme une propagande “wokiste”. La censure de livres dits inappropriés pour les enfants pourrait également être facilitée, alors même que le nombre de signalements a explosé aux États-Unis (plus de 10 000 en un an).

La réélection de Donald Trump ne touchera pas uniquement les 345 millions d’Américains. Sur le plan environnemental, alors que la COP 29 s’ouvre à Bakou (Azerbaïdjan), le retour du républicain à la Maison Blanche compromet l’espoir de respecter l’objectif de l’accord de Paris de limiter la hausse des températures mondiales à 1,5 degré. En effet, le 47^e président des États-Unis a promis de sortir desdits accords (comme il l’avait annoncé en 2017), et de réévaluer les subventions d’énergies renouvelables. Avec le risque que certains pays, comme l’Argentine de Javier Milei, soient tentés

de suivre son exemple.

Il y a par ailleurs la question épineuse de la politique internationale. Si Donald Trump souhaitait à priori arrêter de financer l’effort de guerre en Ukraine, son dernier échange avec Volodymyr Zelensky semble aller dans la direction opposée. Le président ukrainien a en effet affirmé que “la guerre se terminera plus tôt” avec Donald Trump.

Cependant, sa position vis-à-vis du conflit israélo-palestinien risque de laisser Benyamin Netanyahu encore plus libre de ses actions, pourtant déjà peu entravées sous le gouvernement Biden. Si l’ONU a confirmé que le gouvernement israélien perpétrait bel et bien un génocide en Palestine, la relation étroite entre les deux chefs d’État ne risque pas pour autant d’en être ébranlée.

**Janelle Martin
& Céline Deveau**

Géorgie : le peuple en dernier rempart face à la menace autocratique

Dans le sillage d'élections controversées en Géorgie, *L'InsPo* a interviewé Tekle Makashvili, jeune militante pro démocratie basée à Tbilissi, pour mieux comprendre les défis qui pèsent sur ce petit pays du Caucase.

Q : Que dit le résultat des élections sur l'état de la démocratie en Géorgie ?

T : Une nouvelle fois, le résultat des élections montre que la voix du peuple n'a pas été entendue. Les Géorgiens sont habitués aux fraudes, mais le niveau de 2024 a dépassé nos prévisions.

Parmi elles, le décalage entre le nombre d'électeurs inscrits et la population réelle de certaines régions. Les techniques de pression ont été omniprésentes. Les partisans du Rêve Géorgien (RG), parti pro-russe au pouvoir, ont intimidé et acheté la population pour leur vote. Face à l'emprise de ce parti sur le système judiciaire, de nombreux Géorgiens se sentent impuissants.

Q : Peut-on percevoir la main de Moscou derrière le parti au pouvoir ?

T : L'influence de Moscou est notable, surtout si l'on observe les similitudes entre la rhétorique

de RG et la propagande de style kremlinoise. Par exemple, l'initiative de RG pour une loi sur les "agents étrangers" [NDLR : une loi qui oblige les ONG recevant des fonds étrangers à se déclarer comme tels, impliquant des repressions] rappelle fortement les tactiques russes pour contrôler la dissidence.

RG agit de plus en plus autocratiquement et semble prêt à tout pour se maintenir au pouvoir, y compris en manipulant les élections pour assurer sa majorité au Parlement. Au pouvoir depuis 12 ans, ils visent, cette fois, une majorité constitutionnelle qui leur permettrait d'interdire les principaux partis d'opposition.

Q : De quelles possibilités d'action l'opposition dispose-t-elle ?

T : Les partis d'opposition ont décidé de ne pas entrer au Parlement dans les circonstances actuelles, et il est crucial qu'ils

restent fidèles à cette décision pour maintenir la confiance du peuple. Leur priorité est désormais de rassembler des preuves solides de la fraude électorale et de travailler en étroite collaboration avec les alliés internationaux.

L'opposition a trouvé un terrain d'entente avec la présidente Zourabichvili, qui s'est exprimée contre la fraude électorale et a appelé à des manifestations de masse. Elle a également introduit la Charte Géorgienne, un plan pro-européen visant à contrer la loi des "agents étrangers" et signée par tous les partis d'opposition. Son soutien a permis à l'opposition de compter sur un allié majeur dans ses efforts pour maintenir la Géorgie sur une voie démocratique et européenne.

Quentin Machado



L'opposition pro-européenne défile dans les rues de Tbilissi. Crédit : FMT.

Attention !

Je crois que vous marchez sur notre État de droit !

En septembre dernier, notre néo-ministre de l'Intérieur, M. Retailleau, a déclaré : « L'État de droit, ça n'est ni intangible, ni sacré. » Une déclaration grave, d'autant plus inquiétante qu'elle s'inscrit dans l'élargissement de la fenêtre d'Overton.

Cette idée n'est pas neuve, sauf qu'elle est normalement portée par les détracteurs de la démocratie et notamment par l'extrême droite (ED). Cette famille politique, dont l'anti-démocratisme est constitutif, transforme le vote en outil puissant, opposant « souveraineté populaire » à « volonté des élites ». La majorité (des suffrages exprimés) conquise avec le vote permettrait de remettre en question le respect des libertés et des institutions qui les garantissent, entre autres le système judiciaire, les médias et l'opposition. M. Bardella l'a dit lui-même récemment, « le seul juge suprême c'est le peuple ».

Mais il ne faut pas s'y méprendre, ce sont les tenants de l'État de droit qui permettent au vote de s'exprimer réellement.

La fenêtre d'Overton, un concept qui désigne les idées admissibles dans l'espace public, s'élargit quant à la contestation de l'État de droit. M. Trump et Orban attaquent la Justice : d'abord dans les discours, puis dans les faits. M. Zemmour proposait de supprimer le Conseil Constitutionnel. Mme Meloni défend timidement la Justice italienne face aux attaques en règles de M. Musk... On pourrait multiplier les exemples longtemps.

On constate dans de nombreux



Illustration : Paul Klein

pays occidentaux que même la droite classique contribue à cet élargissement. En France, M. Wauquiez s'est fait le relai « présentable » de la délégitimation du Conseil d'État, sans parler de notre pitoyablement dangereux ministre de l'Intérieur. Au Royaume-Uni, le Parti conservateur s'en est violemment pris à la Cour suprême pour avoir rejeté leur plan de « remigration » au Rwanda.

Bien sûr, les premières victimes d'un État sans autre contre-pouvoir que le vote seront les minorités. V. Orban nous en fait régulièrement la démonstration. Or, croire que cette répression leur serait réservée est une grave erreur.

Le RN ne proposait-il pas,

dans son dernier programme, la « présomption de légitime défense » pour tout policier qui serait accusé de violence par un citoyen ? On perçoit le potentiel d'extension de cette répression à l'ensemble de la société. Ainsi, toute violence de l'État envers ses citoyens serait légitime. La « Raison d'État » serait toujours la plus forte et la meilleure.

Tout ce à quoi s'opposaient les Lumières : l'absolutisme et l'arbitraire.

Restons vigilants, car si les digues tombent, nous n'aurons plus rien pour retenir la déferlante.

Guillaume Echerbault

L'hôpital Pellegrin : miroir d'une santé publique défaillante

La pandémie de Covid-19 a mis en lumière une réalité cachée depuis des années : l'hôpital public est à bout de souffle. Fermeture de lits, surmenage des soignants et manque de personnel... Entre saturation des services et promesses oubliées, *L'InsPo* vous emmène dans un reportage à l'hôpital Pellegrin, où Lana et Clara ont rencontré trois soignants.

A l'image de nombreux hôpitaux en France, celui de Pellegrin est saturé, et ses infrastructures, délabrées. Chaque année, cet hôpital "accueille 50 000 patients alors qu'il n'est conçu que pour 30 000", souligne Julien Dulou, aide-soignant aux urgences et délégué syndical de Sud Santé Sociaux, au CHU de Bordeaux. Pierre Hurmic, maire de Bordeaux, va même plus loin en le qualifiant de "plus vétuste de France".

Cette situation est le résultat de décennies de restrictions budgétaires. Depuis plus de vingt ans, l'ONDAM (objectif national des dépenses d'assurance maladie) alloue des budgets systématiquement inférieurs aux besoins réels des hôpitaux publics, créant des problématiques structurelles dont pâtissent aujourd'hui aussi bien les patients que les soignants.

Un manque crucial de personnel
L'établissement rencontre d'importants problèmes de recrutement depuis la Covid. "Nous avons été contraints de fermer des lits, faute d'infirmiers et d'aides-soignants.", indique Lionel Couzi, néphrologue et chercheur. La pénurie de can-

didats qualifiés est la principale explication de cette crise, avec un déficit d'attractivité du secteur public par rapport au secteur privé. Les salaires des médecins dans le public ne rivalisent en aucun cas avec ceux des cliniques privées. Quant au personnel paramédical, le secteur privé attire en offrant des conditions jugées plus avantageuses : des horaires fixes et allégées et "moins de complications", nous explique Julie, infirmière.

Des conditions délétères pour les soignants...

Le manque de personnel se fait ressentir au quotidien. "Les soignants s'épuisent, et les patients en souffrent", alerte J. Dulou. Faute de recrutement, l'hôpital a mis en place des journées de 12 heures avec une alternance jour/nuit, ce qui nuit à la santé des soignants et provoque des problèmes cardio-vasculaires. Un comble pour le secteur de la santé ... sans compter l'épuisement émotionnel.

Pour pallier le manque de lits, la prise en charge en ambulatoire et en hôpital de jour a été privilégiée. Bien que cette approche soit efficace, elle met les équipes sous pression. "Le temps médical a été transféré en

temps paramédical", explique le clinicien Lionel Couzi. Les aides-soignants et infirmiers, déjà soumis à un travail physiquement exigeant, pâtissent de ce surmenage, ce qui peut entraîner de "la casse", signale J. Dulou.

... comme pour les patients

Dans ce contexte, maintenir un niveau de soin de qualité est devenu un véritable enjeu. "L'accès à un lit d'hôpital est devenu bien plus difficile qu'il y a dix ans," constate L. Couzi, soulignant que cette situation a des répercussions directes sur "la qualité des soins, à laquelle nous, soignants, sommes attachés."

Pour les patients chroniques, ce changement est palpable. "Il y a vingt ans, nous réalisions entre 50 et 80 transplantations par an. Aujourd'hui, ce chiffre atteint 200." Ce rythme, devenu 'industriel', a conduit à des conditions de travail moins personnelles, "même si nous faisons de notre mieux pour maintenir un lien étroit et humain avec chaque patient" affirme L. Couzi.

Tous les services ne sont pas égaux : certaines chambres n'ont pas de douches, et certains patients souffrent davantage que

Illustration : Elsa Voltee 

d'autres de la fermeture des lits. "On n'arrive pas à orienter les patients des urgences vers les services adaptés," explique J. Dulou. "On laisse des patients dans l'attente. Au lieu d'être réduits en deux semaines, certains sont hospitalisés depuis deux mois. On manque de tout : kinés, ergothérapeutes, et nous ne pouvons même pas les envoyer en centre de rééducation, faute de places," alerte Julie.

Une apathie de la hiérarchie ?

"On se demande où sont passés les 38 millions débloqués pour

renover les urgences", questionne Sud Santé Sociaux. À ce jour, mis à part "quelques coups de peinture", rien n'a changé et "quand il pleut, on met des poubelles contre les murs parce que ça ruisselle." Une inaction expliquée par deux raisons principales : la lenteur du système d'appel pour recruter les entreprises de réparation, et une problématique logistique : où loger les patients d'un service en rénovation, alors que chaque service manque de lits ?

Quel avenir pour l'hôpital public ?

"Je pense qu'il y a encore aujourd'hui cette volonté de faire mieux qu'hier, et d'espérer que demain soit meilleur", conclut L. Couzi. Cette conviction, partagée par de nombreux soignants, les pousse à tenir malgré des conditions de plus en plus difficiles. Certaines dynamiques leur redonnent de l'espoir. La pandémie a permis plus de transparence sur leurs conditions de travail. "Depuis, les patients et leurs familles sont plus respectueux et comprennent qu'on a un métier difficile où on manque de temps", remarque Julie.

Malgré la résilience dont font preuve les soignants, l'hôpital public est en crise, et plus personne ne peut l'ignorer. La hausse des budgets post-Covid touche à sa fin et l'issue semble plus incertaine que jamais. Le secteur de la santé se retrouve face à un dilemme : maintenir la qualité des soins ou risquer une nouvelle dégradation des services, entraînant de multiples désillusions. La décision concernant le PLFSS (projet de loi de financement de la Sécurité sociale) 2025 révélera de quel côté penche le gouvernement.

*prénom modifié

Contactée, la direction de la communication du CHU de Bordeaux a décliné nos demandes d'entretien.

**Clara Lenôtre
& Lana Blanc**

Aide Sociale à l'Enfance : le secteur de l'enfance peu protégée

Souvent méconnue, l'Aide Sociale à l'Enfance (ASE) est un service public départemental assurant une grande variété de missions : éducation des enfants en détresse, placement dans des familles d'accueil ou foyers spécialisés, accompagnement à domicile... Pourtant, face à l'austérité budgétaire et aux scandales médiatiques à répétition, ce secteur vital traverse une crise profonde. Malgré le soutien du milieu associatif en crise face à l'inaction de l'État, la protection de l'enfance est au bord de l'effondrement.

Du lundi 14 octobre au vendredi 18 octobre, 19 personnes ont comparu dans le département du Nord, pour des faits de violences commises sur des enfants placés. Parmi les accusés les plus médiatisés figuraient un éducateur sans diplôme adapté, et une personne d'accueil sans agrément. Une telle situation a été permise par un manque de contrôle extérieur, dans un

contexte de pénurie du personnel accompagnant. Selon une étude de la DREES, 78 % des familles d'accueil de l'ASE exerçant depuis moins de cinq ans n'ont jamais été contrôlées, et un peu moins de 64 % de celles exerçant depuis plus de dix ans n'ont jamais été contrôlées. Si des individualités sont mises en cause pour leur comportement, le facteur structurel est déterminant. La protection de

l'enfance est en crise : manque de places et manque d'éducateurs.

Cela concerne des enfants, mais l'ensemble de leurs parcours s'en trouvera affecté. Selon la fondation Abbé-Pierre, au moins un quart des personnes sans domicile nées en France sont d'anciens enfants placés à la Protection de l'enfance. Cela est dû en partie aux sorties sèches : à leur majorité, les jeunes placés cessent brutalement d'être pris

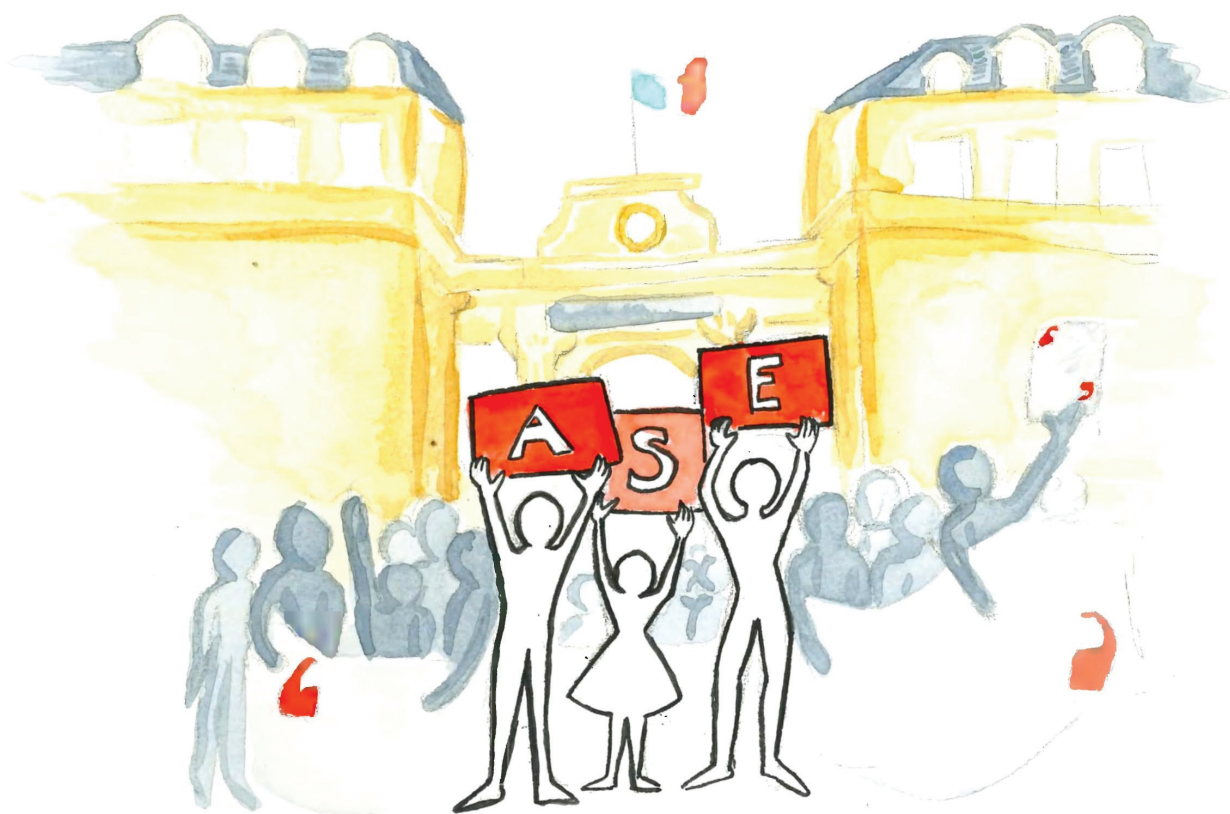


Illustration : Morgane

en charge par l'ASE, souvent sans accompagnement suffisant pour leur insertion sociale et professionnelle. Adoptée en 2022, la loi Taquet a tenté de remédier à ces sorties sèches et de limiter les violences sur les enfants ; mais selon le collectif Cause Majeur, l'application de cette loi restait insatisfaisante en 2023.

Plusieurs militants essaient d'attirer l'attention sur ces problématiques liées à l'enfance. Parmi eux : Lyès Louffok, un ancien enfant de l'ASE ayant subi des maltraitements. En campagne pour les législatives de juin dernier, sous la bannière du NFP, il s'était notamment battu pour la création d'une commission d'enquête parlementaire sur l'ASE sous la mandature précédente. Celle-ci a été revotée (suite à la dissolution) le 9 octobre à l'unanimité par les députés, il reste à voir le rapport qui va en sortir...

On vous conseille de suivre Lyès Louffok, @vigilancease ou encore @enfanceprotegee. podcast pour donner de la visibilité à ce sujet. Il y a également la série de France Inter sur Magali Panova dans "Des vies françaises" et de nombreux autres médias et podcasts qui donnent la parole à d'anciens enfants placés qui ont tous des récits singuliers, mais pourtant malheureusement similaires dans les souffrances qu'ils racontent.

La froide réalité de l'inaction

Au détour d'une conversation avec les directeurs intéressés lors d'un stage au Conseil départemental, c'est d'abord

l'effarement, puis la colère qui m'a traversé. À chaque mission de l'Aide Sociale à l'Enfance qui m'était détaillée, s'ajoutait implacablement le déficit budgétaire, la dépression des personnels accompagnants, les troubles psychologiques des enfants placés, les chiffres désolants de l'échec social français lorsque des enfants, à peine devenus majeurs, se retrouvent à la rue dès 19 ou 20 ans faute de pouvoir continuer à être légalement accompagnés. La colère est venue ensuite, partagée avec mes collègues, sur l'inaction d'un pays, soit par ignorance totale – combien d'entre nous ont déjà entendu parler de l'ASE à la télévision ou dans les journaux ? – soit par omission volontaire : les ministres, pourtant bien informés, se gardent bien de tout sauvetage national d'envergure. Colère face aux enfances volées, aux vies brisées par l'inefficacité d'un système, soutenu à bout de bras par des accompagnants essoufflés.

**20 années
d'espérance de vie
en moins que le reste
de la population**

Derrière le silence complice de tout un pays, les chiffres se dressent en juges, et le constat est glacial. 350 000 jeunes sont pris en charge par la Protection de l'enfance. 3 300 enfants en danger maintenus dans leurs familles par manque de places. 20 années d'espérance de vie en moins que le reste de la population. Une explosion du budget, chiffré en milliards

mais toujours épuisé. Plus de 30 000 postes vacants, des personnels épuisés, en grève ou en burn-out. Le CESE est pourtant clair dans son rapport du mois dernier, invisible par ailleurs dans les médias : la protection de l'enfance est en danger. La gravité de la situation dépasse tout clivage politique. Pourquoi fait-on le choix de l'inaction lorsque le pays fait face à une démultiplication de la maltraitance, des suicides et des jeunes sortants vivant sans toit ?

La réalité politique est insondable. Pourtant, d'après les professionnels, ce ne sont pas les avertissements qui manquent. Nombreux sont les élus locaux qui tirent la sonnette d'alarme face au délabrement de l'ASE, charge financière trop lourde pour les maigres budgets départementaux et insuffisamment soutenue par le gouvernement. Une commission d'enquête parlementaire sur les manquements des politiques publiques de protection de l'enfance a pourtant vu le jour en avril, avant d'être balayée par la dissolution. Alertés par le rapport du CESE, les parlementaires s'empressent de la ressusciter sous la nouvelle législature. Tandis que les travaux commencent, la détresse se poursuit et nos gouvernants restent bien silencieux.

**Quentin Machado
& Zoé Alcaide**

Pour ou contre la réforme des Masters ?

Après la réforme du premier cycle, place à celle du second ! Les actuel·le·s 2A et les prochaines promos verront leur choix de Master renouvelé dès la rentrée 2026. Exit les 4 majeures que l'on connaissait, place aux 5 pôles votés en Conseil d'administration en septembre dernier. Pour le moment, les responsables de Masters planchent sur le contenu des maquettes, qu'ils doivent rendre à la mi-décembre. La rédaction de *L'InsPo* en débat.

POUR

La réforme du second cycle représente une évolution nécessaire, visant à clarifier et simplifier une offre de formation qui n'a pas été révisée depuis 20 ans. Une mise à jour essentielle pour simplifier un dispositif qui, bien qu'efficace, ne répond plus totalement aux attentes des étudiant·e·s et aux exigences du monde professionnel.

L'un des points forts de cette réforme est la création de cinq pôles thématiques regroupant dix-huit Masters, en remplacement des quatre majeures actuelles. Ces pôles auront pour mission d'intégrer au moins un enseignement concernant d'importantes problématiques contemporaines : l'environnement et la transition écologique, les enjeux et les usages des outils numériques, les transformations et les grands enjeux des sociétés contemporaines, puis l'usage et le traitement des données.

Autre atout majeur de la réforme, l'introduction (enfin) d'un Grand Oral thématique par pôle. C'est une pratique qui était déjà courante dans d'autres IEP, mais elle faisait cruellement défaut à Sciences Po Bordeaux.

Cette réforme, dont l'architecture globale a été votée en début d'année en Conseil d'administration, sera effective à compter de la rentrée 2026. Réellement nécessaire, il reste cependant à voir si la réforme des Masters entraînera de véritables changements aux enseignements du second cycle, ou s'il ne s'agit que d'une réorganisation de surface.

Emma Lathuilliere

CONTRE

Plus de professionnalisation, c'est bien ! C'est même l'objectif de la feuille de route donnée par le Ministère de l'Enseignement Supérieur. Mais est-ce que cette réforme en assurera une concrètement ?

Déjà, les 5 pôles - Carrières publiques, Économie et Transformations Écologiques et Sociales, Carrières de l'International, Gouvernance de l'Action publique et Politique et Sociétés - nous invitent à réfléchir en termes de "parcours" et non plus de Masters. Les étudiant·e·s d'un même pôle suivraient un tronc commun, auquel s'ajouteraient des options correspondant à un "parcours". Une manière de consacrer notre manque de spécialisation sur le marché du travail ?

Plus de professionnalisation, oui, mais à quel prix ? Par exemple, les Masters Affaires Publiques et Représentations des Intérêts (APRI) et Métiers Du Politique (MDP) devraient fusionner, jugés trop ressemblants. C'est assumer que former des lobbyistes est la même chose que former des collaborateur·rice·s d'élue·e·s.

Plus de professionnalisation, réellement ? Hormis les changements dans le pôle "Politiques et Société" - qui porte d'ailleurs quasiment le même nom - les autres parcours semblent rester les mêmes. Au mieux, ils changent juste d'intitulé - Stratégies et Gouvernances Métropolitaine devenant "Politiques Urbaines" - et parfois, seulement de pôle.

Bref, s'il s'agit uniquement d'une réorganisation de Masters, pourquoi parler de réforme ?

Inès Carissimi

Gilles Perret :

“Redonner de la dignité et de la force aux gens”

Dans leur dernier documentaire, *Au boulot !*, François Ruffin et Gilles Perret emmènent Sarah Saldmann, chroniqueuse sur RMC et CNews, à la rencontre de travailleurs rémunérés au SMIC, qu'elle avait qualifiés de “fainéants” et d’ “assistés”. Entretien avec Gilles Perret, le co-réalisateur.

F : Comment vous est venue l'idée de réaliser ce documentaire ?

G. F : Ça faisait un moment qu'on voulait faire un film sur les métiers de la “deuxième ligne”, indispensables pour que le pays tienne debout : agriculteurs, caissiers, auxiliaires de vie... On voulait les documenter sans tomber dans le catalogue. La rencontre avec Sarah Saldmann a offert le moyen narratif de raconter cette histoire de façon rock and roll, drôle et émouvante, tout en créant de la confrontation.

F : Vous qui étiez au départ sceptique, quel regard portez-vous aujourd'hui sur le film ?

G. F : Finalement, nos héros sont ceux avec la profondeur d'âme et les témoignages les plus forts. Au contraire avec Saldmann, plus ça passe, plus on voit que c'est creux et qu'elle ne connaît rien à la vie. On est très contents d'avoir fait ce film et d'avoir rencontré tous ces gens. Et en s'intéressant à eux, on leur donne de la dignité et de la force.

F : Pensez-vous que S. Saldmann en ait tiré quelque chose ?

G. F : On reste optimistes et, à plusieurs reprises, on s'est dit “ça va marcher”. On y croyait, donc il faut aussi que le spectateur y croie. Je ne peux pas dire si elle a changé, mais il ne s'agit pas de convaincre les personnes une par une : c'est bien dans le

F : Peut-on considérer ce documentaire comme une manière de s'intéresser à ces personnes que l'on qualifie d’ “ordinaires” ?

G. F : On leur consacre du temps. Qui a le luxe de faire ça aujourd'hui ? À la télé ou au cinéma, on ne les voit plus. On a le luxe de pouvoir laisser la parole à ces gens qui en manquent considérablement. En évitant de poser un regard de jugement, on obtient de super témoignages.

F : Comment avez-vous repéré et choisi les lieux où vous êtes allés ?

G. F : Un peu par connaissance, un peu avec un copain, et puis au fur et à mesure du film. Au début, on parlait de la question du salaire. C'est facile à déminer après une demi-journée à l'usine à poissons. Ensuite, on a creusé la question des “assistés”, ce qui nous a conduit au Secours Populaire ou territoire Zéro Chômeur. On voulait aussi aller à Grigny, la ville la plus pauvre de France. On fait en fonction.



Au Boulot ! de Ruffin et Perret. Crédit : Allociné

rapport de force et dans la lutte des classes qu'on peut vraiment faire évoluer les choses.

Ferdi Maillet

Quand la virilité crève l'écran : le retour de *Gladiator* après 24 ans d'absence

C'est un péplum que l'on n'attendait presque plus. *Gladiator II* a fait son entrée dans les salles mercredi 15 novembre. Entre combats sanglants, intrigues politiques et morts violentes, le film fait office de véritable défilé viril.

Gladiator II se déroule seize ans après les événements tragiques du premier volet. Ce dernier s'achevait sur la mort de Maximus, poignardé par l'empereur Commode après un ultime duel dans le Colisée. Alors qu'il n'était qu'un enfant, le fils de Maximus, Lucius Verus (Paul Mescal), reprend désormais le flambeau. Devenu adulte, il est aujourd'hui guerrier dans le royaume de Numidie, en Afrique du Nord. Mais tout s'effondre lorsque le général Marcus Acacius (Pedro Pascal) et les troupes romaines envahissent la région. Après le meurtre de sa femme et sa propre capture, Lucius est réduit en esclavage. Commence alors son parcours de gladiateur sur les traces de son père. Rome est dorénavant dirigée d'une main de fer par deux frères sanguinaires, Geta et Caracalla. Le guerrier va alors tenter de redonner à Rome sa gloire passée.

Le scénario de *Gladiator II* ne diffère pas tant de celui de son prédécesseur. Après tout, réussir ses suites n'a jamais été le fort de Ridley Scott (on se souvient d'*Alien: Covenant...*). Au-delà de l'intrigue, Ridley Scott reprend aussi de nom-

breux codes inhérents aux péplums, notamment la glorification excessive de la virilité. Plus que dans l'original, *Gladiator II* exalte la figure du « héros », qu'il soit barbare comme Hanno, interprété par Paul Mescal, ou Romain comme le général Acacius, interprété par Pedro Pascal.

L'Antiquité, un cadre par essence viriliste ?

Cette virilité guerrière se manifeste avant tout par la mise en scène de la violence, avec bien sûr un retour à l'emblématique cadre du Colisée. Pas de surprise ici, c'est bien ce que l'on attend d'un tel film : du spectacle, des combats à la pelle, des morts violentes et des scènes épiques. *Gladiator II* ne déçoit pas sur ce terrain, en utilisant des effets spéciaux en CGI [NDLR: effets spéciaux numériques] au service de scènes de batailles brèves mais nombreuses. On y retrouve même une naumachie – une reconstitution d'une bataille navale – qui, bien qu'improbable dans le Colisée, demeure historiquement envisageable, dans la mesure où ce genre d'événement était organisé de manière exceptionnelle dans la

Rome antique.

L'Antiquité fournit ainsi un cadre pratique et propice à l'expression de la virilité guerrière, en encourageant la débauche et le spectacle dans l'imaginaire collectif. Même un héros censé incarner des valeurs positives comme Lucius excelle dans l'arène et s'adonne à des actes d'une violence extrême (les têtes coupées volent assez régulièrement). Il n'y a pas un seul personnage important qui n'ait pas un glaive, un arc ou une arbalète à la main pendant le film. Même Lucilla, l'un des deux seuls personnages féminins, reprend à son compte la célèbre phrase (par ailleurs historiquement aberrante) « force et honneur ». Il est donc difficile de ne pas voir dans ce film une glorification de cette virilité guerrière, qui est en relative concordance avec la vertu romaine, qui insiste sur une vision de l'homme comme figure guerrière et musclée, où la violence et la force physique sont érigées en valeurs cardinales.

Le corps masculin, véritable miroir de virilité

Dans les néo-péplums des années 2000 et 2010, la nudité est presque

omniprésente chez les héros. Bien qu'une certaine pudeur existait dans la Rome antique, le cinéma s'est autorisé quelques libertés, et *Gladiator II* ne fait pas exception. Si les personnages de haut rang social sont vêtus d'or et de soie, les gladiateurs ne sont représentés qu'au travers de leur chair. La caméra s'attarde sur leurs corps transpirants, en particulier celui de Paul Mescal, dont le personnage incarne cette "virilité guerrière" typique des films à l'antique.

Des hommes à moitié dénudés certes, mais surtout choisis pour leur corps athlétique. La quasi-totalité des personnages masculins partage un critère commun : leur musculature. Du dresseur d'esclaves au général Acacius, tous exhibent cette "cuirasse de muscles", symbole du sportif romain. Ridley Scott accentue cette glorification du physique en montrant les gladiateurs s'entraînant à mains nues. Une scène marquante montre d'ailleurs Paul Mescal affrontant un babouin pour seule arme sa force brute. Seule exception à cette cascade musculaire, les frères tyranniques siégeant sur le trône. Ces derniers incarnent tout le contraire de cette virilité : des êtres frêles, empreints d'une certaine lâcheté.

Mais atteindre cet idéal de virilité passe aussi par la souffrance. Dans les films à l'antique, l'humiliation et la douleur des héros deviennent des épreuves nécessaires à leur triomphe, et permettent de légitimer leur masculinité. Dans *Gladiator II*, après avoir défié son

entraîneur, Lucius est contraint de ramer seul pendant des heures, au point de finir les mains en sang. On retrouve là un paradoxe intéressant chez le corps masculin, entre idéal de force athlétique et expérience du

martyr.

Aucune entorse à la règle, donc, pour ce péplum qui aspire à renouer avec le succès de son prédécesseur sans réussir à s'en détacher. Comme dans beaucoup d'autres films du genre, Macrinus l'exprime bien, « la violence est un langage universel » – oserai-je ajouter masculin – qui parle aux spectateurs et spectatrices du Colisée comme à celles et ceux du cinéma.

Emma Lathuillière
& Anaé Balista



Illustration : Elsa Voltee

J'ai testé... les meilleurs endroits pour bosser à Bordeaux

Sciences Po Bordeaux, ce sont des cours, une vie associative riche... Mais aussi pas mal de travail perso. Alors quoi de mieux pour préparer un galop d'essai de culture générale que de tester les meilleurs endroits pour bosser à Bordeaux ? Et comme je suis trop sympa, je me suis chargée de la mission pour vous.



BU de la Victoire. Crédit. L'InsPo.

Bibliothèque Universitaire Victoire – Place de la Victoire

Le choix le plus évident quand on en a assez de la BU de Sciences Po Bordeaux et qu'il fait trop froid chez soi ? Tester les autres BU ! Et celle de Victoire mérite une médaille. Bien équipée, un cadre magnifique qui donne l'impression d'être à Poudlard...c'est l'endroit idéal pour préparer ses meilleures dissertations. Le problème ? Au vu de l'affluence, les autres étudiants bordelais ont l'air d'être du même avis. Et quand votre voisin de table écoute de la techno un peu trop fort, vous regrettez le calme de votre chez-vous.

Books & Coffee – Rue Saint-James

L'autre grand classique des ré-

visions ? Se poser dans un café avec sa petite boisson chaude et son meilleur texte du penseur de son choix. Et pour ça, je recommande Books & Coffee. Si les bruits des conversations aux alentours ne vous dérangent pas, laissez-vous tenter par ce café/restaurant chaleureux. Un point bonus si vous vous posez en terrasse pour la vue sur la grosse cloche (mais ça attendra sûrement le retour des beaux jours). Petit bémol, les ordis ne sont accueillis qu'en semaine, car lieu victime de son succès le week-end.

Wash Bar – Rue Ausone

Pour lier l'utile à l'agréable, et encore un peu d'utile, pourquoi ne pas bosser dans une laverie ? Dit comme ça, je vous le concède, ça n'a pas l'air folichon. Mais les lessives, il faut bien les faire de temps en temps. Et ces partiels, ils arrivent à grands pas. Alors si ce n'est pas trop loin de chez vous, prenez votre sac à linge et posez-vous au Wash bar. Le gérant est adorable et il vous accueillera jusqu'à 23h pour une petite session révision nocturne.

Nekomata – Rue Lafaurie de Monbadon

Parce qu'à l'InsPo, on n'a pas peur de sortir des sentiers battus,

j'ai testé pour vous une séance de révision dans un bar à chats. Si vous n'êtes pas allergiques et que vous êtes prêts à mettre le prix (10€ pour une heure et une boisson, pas très étudiant-friendly pour des sessions régulières), je vous encourage à tenter l'expérience. Musique lofi, petite salle accueillante aux sièges confortables...et évidemment, des chats. Méfiez-vous seulement des pensionnaires un peu trop curieux qui pourraient être tentés de venir ajouter leur contribution à votre synthèse d'anglais en piétinant votre clavier.

Bref, bosser ailleurs qu'à Sciences Po Bordeaux, c'est une bonne façon d'explorer la ville, faire des rencontres, et découvrir des petites pépites.

Alice Fay



Hime, meilleure camarade de révision. Crédit: L'InsPo

Gilbert Bouchet : La résilience de se battre encore

Atteint de la maladie de Charcot, le sénateur de la Drôme Gilbert Bouchet a partagé un discours poignant lors de l'examen de la loi visant à « améliorer la prise en charge de la sclérose latérale amyotrophique - dite maladie de Charcot - et d'autres maladies évolutives graves ». Sa prise de parole a permis de mettre en lumière cette terrible pathologie.

Le 15 octobre dernier, le Sénat était réuni pour adopter une proposition de loi visant à faciliter la prise en charge sociale des personnes atteintes de sclérose latérale amyotrophique (SLA). C'est une maladie dégénérative, grave et incurable, causant la paralysie progressive du corps. Perdant leurs facultés motrices, les malades ne sont plus autonomes et ont besoin d'une prise en charge lourde et rapide.

Une loi essentielle

Pour aider les familles et les services de santé à subvenir aux besoins des patients, les sénateurs ont voté à l'unanimité le texte. Celui-ci permet notamment aux Maisons Départementales des Personnes Handicapées (MDPH) d'enregistrer les malades sous dérogation, et donc de les aider financièrement plus rapidement. De même, la prestation de compensation du handicap (PCH), jusqu'alors réservée aux personnes diagnostiquées avant l'âge de 60 ans, sera désormais ouverte à tous. Enfin, la Caisse Nationale de Solidarité pour l'Autonomie (CNSA) compensera les pertes financières subies par les départements avec la mise en place de ce dispositif.

« Quand la maladie vous tombe dessus, il faut la combattre »



Le sénateur Gilbert Bouchet lors d'une séance. Crédit : senat.fr

"Il est de notre devoir de regarder la mort en face"

Une séquence marquante a fait le tour des médias et a profondément ému l'opinion publique : la prise de parole du sénateur Les Républicains Gilbert Bouchet. Diagnostiqué en 2023, il est apparu affaibli et sous assistance respiratoire. Malgré son handicap, M. Bouchet n'a pas hésité une seule seconde à défendre ce projet de loi qui lui est cher. Il souligne en effet que la prise en charge de sa maladie nécessite des sommes d'argent importantes, notamment pour un matériel adapté. Il rappelle également que cette maladie peut « tomber

sur tout le monde » : cela nécessite plus de communication. En étant partagée sur les réseaux sociaux et diffusée à la télévision, sa prise de parole aura permis de mettre un coup de projecteur sur sa maladie. Une question cruciale subsiste néanmoins : celle de la fin de vie. Alors que les discussions avaient grandement avancé au printemps dernier, la dissolution de l'Assemblée Nationale a totalement rebattu les cartes. Aujourd'hui, avec les tractations sur le budget 2025 et les multiples polémiques touchant nos parlementaires, le débat a été mis sous le tapis. Pour défendre le droit à une « fin de vie digne », il est de notre devoir de « regarder la mort en face ».

Antoine Trin

COP ou pas COP ? La jeunesse au chevet de la biodiversité

À l'occasion de la COP16, *L'InsPo* a rencontré trois jeunes engagées qui participent activement aux négociations internationales sur la protection de la nature et du climat.



De gauche à droite : Caroline S., Ophélie C., Manon B. Crédit : L'InsPo.

La COP16 sur la Diversité Biologique s'est clôturée le 2 novembre à Cali, en Colombie, après une prolongation in extremis. Ces négociations participent aux efforts mondiaux pour préserver la biodiversité, initiés lors du Sommet de la Terre de Rio en 1992. Deux ans après l'adoption de l'accord-cadre de Kunming-Montréal lors de la COP15, qui fixait l'objectif de protéger 30 % des terres et des mers d'ici 2030, la COP16 devait permettre l'établissement d'indicateurs de suivi, la mobilisation de financements, ou encore le partage équitable des bénéfices issus de l'utilisation des ressources génétiques.

Caroline et Ophélie sont deux "Jeunes déléguées" mobilisées sur ces sujets : elles accompagnent les délégations interministérielles françaises à chaque COP pour lier négociateur·ice·s et jeunesse. La première, ancienne co-prez d'Echo'Logik,

terminera son mandat "COP climat" après la COP29 de Bakou ; la seconde, en poste depuis juillet, a accompagné la délégation "biodiversité" à Cali. "On peut axer notre énergie sur un volet précis en fonction de ce qu'on aime faire et de là où on se sent utile", résume Ophélie. Manon, ancienne coordinatrice climat du Réseau Étudiant pour une Société Écologique et Solidaire, est quant à elle partie à Cali en tant que membre du YAC, le Comité de la Jeunesse de l'UICN. Au sein de cette union intergouvernementale, elle travaille à donner plus de place aux jeunes au sein de l'organisation.

Mais il est difficile de dire que la COP16 ait convaincu. Manon, présente lors de l'ultime plénière de la rencontre, raconte avec regret une clôture sans consensus sur les questions de financement, le quorum n'étant plus atteint. Ophélie tient à nuancer cet "échec" : déçue par la couverture médiatique, elle

rappelle que "des textes ont été adoptés, représentant une vraie réussite", comme l'organe de représentation permanent des peuples autochtones, ou la création du Fonds Cali.

Questionnées sur la pertinence et les moyens pour la jeunesse de s'engager, celles-ci abondent de pistes, enthousiastes : Caroline note que la jeunesse prend une place croissante dans ces débats, via des comités officiels et une présence accrue. Elle appelle chacun·e à se former, car la jeunesse se doit d'être crédible ! Manon insiste sur l'importance de renouer avec la nature autour de soi pour s'engager, et Ophélie rappelle que chaque niveau d'action compte : "on a besoin de ces dynamiques qui ont lieu à toutes les échelles, y compris à un niveau plus territorial, de terrain", conclut-elle.

Yanis Badin
& Jade Garnier

HOROSCOPE

Bélier

Tu essaies de repousser le plus possible l'allumage de ton chauffage, mais ton voisin t'a retrouvé à demi-conscient-e, étouffé-e par 14 pulls et 19 écharpes. Investis plutôt dans une bouillotte ou un double vitrage.

Taureau

Les cafés du Crous ont épuisé toutes tes économies du mois de novembre. Il faut maintenant t'habituer aux nouilles sans épices, tout en essayant tes larmes avec l'emballage.

Gémeaux

La pleine lune a perturbé ton cycle de sommeil, la fatigue t'a fait perdre la tête. Au lieu de rédiger ta synthèse en espagnol, tu réécris le manifeste du parti communiste en hiéroglyphes.

Cancer

Tu as osé oublier de commander ton panier Écho'Logik, pas de chance tu es maintenant la cible principale du spamming de l'asso. Iels ont même réussi à envoyer un message sur ton groupe WhatsApp familial.

Lion

Tu as tenté de fuir ton exposé d'éco en prenant le bus des lycéen-ne-s venu-e-s visiter l'IEP, mais tu n'es pas allé-e loin : on te démasque à Barrière de Pessac.

Vierge

Tu as une crise existentielle et tu aimerais embarquer sur la croisière accostée au bord des quais ? Relativise, dis-toi qu'il y en a qui ont choisi le Master EAP-DPA.

Balance

La fatigue s'accumule pour les Balances. En même temps, pas facile de suivre quand on t'oblige à aller à la cueillette aux champignons le lendemain de ta meilleure soirée à l'IBOAT.

Scorpion

Le cours sur l'histoire de l'Amérique latine te rend tellement nostalgique de ta mobilité que tu t'amuses à revoir tes lieux préférés sur Street View. Malheureusement, Geoguessr n'est pas au programme du partiel.

Sagittaire

Les jours raccourcissent, la température baisse, c'est la déprime saisonnière qui arrive à grand pas. Un seul coupable : Macron.

Capricorne

La routine te désespère, tu cherches alors à briser le train-train du quotidien en sortant de ta zone de confort. Mais aller au Space' CROUS plutôt qu'au Sirtaki ne changera rien, tu dois trouver mieux.

Verseau

Un-e camarade lancera le débat "pain au chocolat ou chocolatine ?" et tu devras faire mine de t'y intéresser. Change d'ami.e.s très vite.

Poisson

L'alarme que tu avais mis pour la billetterie de l'apéro-concert sonne en plein cours d'allemand. La prof furieuse te donnera 230 mots de vocabulaire à apprendre. Adieu la Rock School Barbey, bonjour Quizlet.

QUELLE PROTAGONISTE de FILM de NOËL ES-TU ??



Crédits : Pinterest.

1 Quel est ton film de Noël préféré ?

- A-** Le Père Noël est une ordure : Le comique dépassé te fait rire sans relâche et restera toujours à la mode (pas sûr).
- B-** Love Actually : Petite larme versée devant le téléviseur quand Cupidon a décoché une flèche dans son cœur.
- C-** Le Grinch : Rien de plus sexy qu'un monstre vert bien grognon, surtout quand on te lessive avec Mariah Carey depuis le 1er octobre.
- D-** Le Pôle Express : Nostalgique de l'Erasmus scandinave (comme les auteurs de ces lignes), pour toi la neige est un must-have.

2 Les vacances de Noël, c'est pour toi

- A-** La promesse d'une orgie gustative : Deux semaines où c'est no limit, entre mamie et le resto, tu te pètes le bide.
- B-** Magique : Tu saisis chaque occasion pour épouser l'esprit de Noël, entre fête foraine, marché d'hiver et luge en famille.
- C-** Trop commercial : Tu voudrais pouvoir envoyer Mariah Carey et la traditionnelle clique d'influeuses au goulag dès l'été.
- D-** Une pause bien méritée : Coupé-e du réseau (de Moodle et de TBM), tu médites sur ton avenir bien au chaud sous ta couette.

3 Pour toi, l'amour, c'est...

- A-** Une bonne raclette devant la cheminée : Rien de mieux qu'un date avec ton morbier dans un chalet bien paumé.
- B-** Désespérant : Le cœur ouvert, tu cherches depuis des lustres mais rien à faire, le célibat te colle à la peau.
- C-** Inutile : La carrière et l'argent avant le prince charmant. Il ne manquerait plus qu'une paire de gosses pour te gâcher la vie.
- D-** Synonyme de conte de fées : Tu crois au coup de foudre du destin. La bienveillance céleste te sauvera.

4 Ton retournement de situation de film de Noël préféré

- A-** La panique au village : Nos tourtereaux survivent à un dîner avec la belle-mère, la haine d'un-e ex un peu taré-e, et un-e concurrent-e corrompu-e à la boutique de jouets.
- B-** Juste atroce : Les réalisateurs ont encore frappé fort pour briser ta foi en l'humanité : assassinat, maladie incurable ou accident mortel... un amour brisé net (RIP).
- C-** Irréal mais c'est Noël : Aucun souci ne vient troubler le rêve éveillé de notre couple télévisé (amour platonique pour le moins douteux, beurk).
- D-** À la Joséphine Ange Gardien : Un événement imprévu vient tout chambouler : procès, licenciement, passage à tabac... qu'importe, la magie de Noël est plus forte !

RÉSULTATS

A- Le love interest (un poil) casanier : Depuis octobre, tu passes tes soirées sur ton canapé à enchaîner les films de Noël, confortablement installé-e sous une montagne de plaids avec une tasse de chocolat chaud goût pain d'épices. Ton sapin est déjà décoré et ton lit fait, au cas où l'amour de ta vie passe par là...

B- Le/la protagoniste qui ne croit plus en l'amour : Récemment brisé-e par une rupture, tu ne vis que pour ta carrière (ou en tous cas, pour survivre aux DST). Tu es persuadé-e que l'amour c'est fini pour toi ! Mais on le sait, il suffira que tu recroises ton crush d'enfance au marché de Noël pour changer d'avis...

C- Le/la grincheux.se au cœur de pierre : Plus aigri-e que le Grinch et le Père Fouettard combinés, Noël n'est pour toi qu'une désagréable source de nausées face à tant de kitsch et de romances écoeurantes.

D- Le cliché absolu de Noël : Éternel-le romantique à qui la vie sourit, rien ne peut arrêter ta foi illimitée dans les bienfaits de l'hiver, de la neige et du destin tout-puissant. On te retrouve dans 10 ans avec une famille parfaite et un chien au pied du canapé.